

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 14/04/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS SEDEMD**

Carrière de Capdenaguet  
1423 Route de Lacau  
12510 Druelle Balsac

Références : 12-CARMIN-2024-16

Code AIOT : 0006802473

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 dans l'établissement SAS SEDEMD implanté La Cau et Les Coutals 12510 Druelle Balsac. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SEDEMD

- La Cau et Les Coutals 12510 Druelle Balsac
- Code AIOT : 0006802473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire située aux lieux-dits « La Cau et Les Coutals » sur le territoire de la commune de Druelle-Balsac, est autorisée par arrêté préfectoral n° 2016-25-2 du 21 juin 2016 pour une production maximale annuelle limitée à 400 000 tonnes sur une durée de 30 ans. La carrière était en activité le jour de l'inspection.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Procédure acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
2	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet
3	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet
4	Gestion des déchets inertes extérieurs	AP Complémentaire du 12/04/2022, article 3.1	Sans objet
5	RNDTS	Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de "non conformités majeures".

La gestion des déchets inertes extérieurs est maîtrisée dans sa complétude.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Procédure acceptation préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I

du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets inertes admis sur le site (dans cadre recyclage ou remblayage) font en amont l'objet d'une demande d'acceptation préalable (DAP). Les DAP 2023 et 2024 (à ce jour) sont complétées de tous les éléments de traçabilité, y compris pour les dépôts concernant les petits chantiers (artisans).</p> <p>Sur l'année 2023, plusieurs bordereaux de refus d'admission de déchets sur site ont été rédigés. L'acceptation des déchets sur site fait l'objet d'un double contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 visuel par l'exploitant à l'entrée du site;</li> <li>- 1 au niveau du déchargement.</li> </ul> <p>L'exploitant dispose d'un plan topographique de localisation des zones de remblayage , et d'une procédure d'acceptation des déchets inertes externes .</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Accusé d'acceptation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;</li> <li>- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Après acceptation, un "accusé d'acceptation" est délivré au producteur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Registre d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un registre d'admission/refus (motivé) est tenu à jour. Le registre est conservé conformément aux prescriptions.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Gestion des déchets inertes extérieurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/04/2022, article 3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valorisation par recyclage des matériaux inertes extérieurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les éléments recyclables issus des matériaux inertes extérieurs sont triés, stockés et traités sur la plateforme de transit de la carrière qui présente une superficie totale de 110 000 m<sup>2</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation procède au recyclage de déchets inertes extérieur (issus de démolitions). Dans l'attente d'un traitement, ces déchets réservés au recyclage sont triés et stockés sur une plate forme (1 000 m<sup>2</sup>).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : RNDTS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique</p>

centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

**Constats :**

L'exploitant procède depuis mai 2023 au téléversement de son registre dans le RNDTS ( Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments).

L'exploitant précise que ce téléversement mensuel, représente 250 lignes sur 54 colonnes, et que la gestion RNDTS nécessite du temps.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite